

Réseaux mafieux du MSM

Les blue-eyed boys dans la mélasse



Saisie de sa maison de Rs 9 millions : l'état se resserre autour de Renganaden Padayachy

• **Les fonds de la MIC détournés à des fins personnelles**

Rs 287,2 millions *and counting*

• **Le Jackpot pour Sattar Hajee Abdoula**

Rénovation du Cotton Bay Hotel

• **Ken Arian au cœur des dérives et des irrégularités**

Manipulation dans l'octroi de visas pour le Hadj

La direction de l'ICC sommée de donner des explications

- Des sanctions envisagées par le gouvernement dès ce lundi
- « On ne va pas bousculer le pèlerinage, » rassure le ministre Mahen Goondea

Dr Abe Woo Sau Pinn :

« Le CEMACS est disposé à accompagner Maurice dans la production de fruits de mer à haute valeur nutritive et économique »



Premier League



**Affrontement au sommet
Liverpool vs Arsenal
ce dimanche à Anfield**

Téléchargez

**votre copie gratuite
tous les dimanches**

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



Villes

Les nouveaux élus prêteront serment cette semaine

Suite aux élections municipales de dimanche dernier qui ont vu l'Alliance du Changement remporter une victoire écrasante avec 117 sièges sur 120, le calendrier des cérémonies de prestation de serment a été dévoilé par le Cabinet, vendredi.

Les cérémonies de prestation de serment et d'élection du Lord Maire, du Maire adjoint, des Maires et des Maires adjoints se dérouleront ainsi :

Mercredi 14 mai 2025 :

- Conseil municipal de Port-Louis
- Conseil municipal de Quatre-Bornes

Judi 15 mai 2025 :

- Conseil municipal de Beau-Bassin/Rose-Hill
- Conseil municipal de Vacoas-Phoenix

- Conseil municipal de Curepipe

Une nouvelle ère de gouvernance locale

Ces cérémonies officielles marqueront l'entrée en fonction des nouveaux élus et le début de leur mandat. Les nouveaux conseils municipaux auront la responsabilité de mettre en œuvre les politiques promises durant la campagne électorale.

La forte majorité obtenue par l'Alliance du Changement dans toutes les municipalités devrait faciliter l'adoption et l'application des programmes prévus, avec toutefois la responsabilité d'être à la hauteur de la confiance exprimée par les électeurs.

La population attend désormais avec intérêt les premières mesures qui seront prises par ces nouvelles équipes municipales, notamment concernant les services publics locaux, l'aménagement urbain et les projets de développement communautaire.



Eid-UI-Adha

Une série de dispositions déjà prises

À un mois de la célébration de l'Eid-UI-Adha, le gouvernement a déjà mis en place plusieurs mesures réglementaires visant à encadrer le transport du bétail et le commerce des animaux destinés à l'abattage rituel. Ces dispositions, prises au Conseil des ministres vendredi, touchent principalement le prix de la viande, les protocoles sanitaires, et la sécurité routière.

Le Cabinet a fixé le prix de vente au détail du bétail importé à Rs 174 le kilo. Cette mesure, entrée en vigueur le 3 mai 2025, restera applicable pendant deux jours après la fin des festivités. Pour encadrer cette décision, le gouvernement a publié le 2 mai 2025 le « *Consumer Protection (Control of Sale of Imported Live Animals for Home Slaughter) (Amendment) Regulations 2025* ».

Nouveau protocole

Un protocole révisé concernant le

mouvement du bétail de Rodrigues vers Maurice a été approuvé. Ce nouveau cadre permet notamment :

- Aux agriculteurs de transporter directement leur bétail de Rodrigues vers leurs fermes à Maurice ;
- Le déplacement des bovins, caprins et ovins en gestation à des fins d'élevage et d'engraissement.

Les mesures de biosécurité ont également été renforcées :

- Seuls les animaux testés négatifs à la fièvre aphteuse pourront être importés et aucune période

d'isolement ne leur sera requise ;

- Les systèmes de surveillance et de traçabilité seront néanmoins améliorés pour protéger la santé publique et celle des animaux.

Sécurité routière et transport du bétail

Face aux risques liés au transport d'animaux pendant cette période de forte activité, la *National Land Transport Authority* (NLTA) a émis un communiqué important le 7 mai 2025. L'organisme alerte sur les dangers liés notamment aux pratiques dangereuses et rappelle aux propriétaires et chauffeurs

des véhicules que :

- Des règles strictes accompagnent leur permis de transport ;
- Le nombre de personnes autorisées dans le véhicule est limité ;
- Les passagers doivent obligatoirement voyager dans la cabine ou sur le caisson du camion ;
- Il est formellement interdit de voyager sur les structures métalliques à l'arrière des camions.

En cas de non-respect de ces conditions, les contrevenants s'exposent à des poursuites judiciaires ou des sanctions administratives pouvant aller jusqu'à la suspension ou la révocation de leur licence de transport.

Ces mesures démontrent la volonté du gouvernement d'encadrer les pratiques liées à cette importante célébration religieuse tout en assurant la sécurité publique, le bien-être animal et le respect des traditions.



Manipulation dans l'octroi de visas pour le Hadj

La direction de l'ICC sommée de donner des explications

• Des sanctions envisagées par le gouvernement dès ce lundi

Alors que le gouvernement de l'Alliance du Changement avait pris l'engagement de mettre de l'ordre dans l'organisation du hadj, surtout après les dérives constatées durant ces dernières années, l'exercice en cours vient d'être perturbé par une grosse anomalie. En effet, une manipulation de la liste des futurs hadjis par la direction du Centre Culturel Islamique a été mise à nu. Une manœuvre qui a capoté à quelques jours du départ du premier contingent de pèlerins grâce à l'intervention rapide du ministère de tutelle, soit des Arts et de la Culture. Le gouvernement promet des actions et des sanctions dès le début de cette semaine.

Le pot aux roses a été découvert lorsque le numéro d'un éventuel pèlerin est passé de 38 014 à ... 8915 ! Et celui de sa sœur est passé de 38 015 à 8916. Du coup, les deux sœurs ont devancé presque 30 000 personnes qui pourtant les précédaient sur la liste d'enregistrement de l'ICC. Par hasard, l'une des deux sœurs avait adressé une lettre à l'ICC lui demandant de considérer leur cas puisque leur mère et leur oncle se trouvaient parmi les 1500 pèlerins qui partent en Terre Sainte cette année. Le hic, c'est que plusieurs requêtes de ce genre ont été faites à l'organisme, sans succès, le mot d'ordre étant de privilégier le mérite et la transparence. Or, cette règle imposée par le gouvernement a clairement été violée. Il s'agit maintenant de savoir s'il y a eu d'autres cas semblables.

Suite à une réunion houleuse à l'ICC vendredi où étaient présents, entre autres, le ministre responsable du hadj, celui du Travail ainsi que des députés Juman, Aumeer, Daureeawoo, des décisions immédiates ont été prises. Le gouvernement n'a nullement l'intention de céder à ceux qui veulent nuire au bon déroulement du hadj. D'autant qu'il s'était fixé comme mission de rompre avec les pratiques

du passé. Le ministère des Arts et de la Culture a ainsi pris les choses en main en prenant le contrôle de la direction de l'ICC, en attendant qu'un audit complet soit effectué pour situer les irrégularités et analyser leur étendue.

Les explications du personnel de l'organisme impliquées dans l'organisation du

pèlerinage sont aussi attendues d'ici demain matin. Et les premières sanctions ne devaient pas tarder à tomber. Le député Eshan Juman, qui a déjà dénoncé pareilles pratiques dans le passé, en a d'ailleurs donné la garantie lors d'une fonction organisée à l'intention des futurs pèlerins à Taher Bagh vendredi.

Mahen Gondeea :

« On ne va pas bousculer le pèlerinage »

Interrogé sur les soupçons de manipulation au sein du Centre Culturel Islamique (ICC), le ministre des Arts et de la Culture, Mahen Gondeea, a affirmé que des explications ont été exigées des principaux responsables de l'organisme, dont le directeur et le secrétaire. « Nous attendons leurs réponses d'ici lundi à 10 heures », a-t-il précisé. Concernant d'éventuelles sanctions, le ministre a indiqué qu'un comité sera chargé d'évaluer la situation une fois les résultats de l'enquête connus. « Le comité travaillera en concertation avec les députés concernés. Les sanctions dépendront des fautes commises », a-t-il souligné, en insistant sur la nécessité de préserver le bon déroulement du pèlerinage : « Les hadjis vont partir, bien sûr. On ne veut pas bousculer le pèlerinage. » Le ministre a assuré que l'enquête serait menée rapidement, mais sans perturber le départ imminent des pèlerins.

Farook Barahim :

« La vérité a triomphé »

Farook Barahim, membre du board de l'ICC, a pour sa part reconnu que les soupçons de manipulation ne dataient pas d'hier. « Nous savions depuis longtemps qu'il y avait des manipulations. La vérité a triomphé », a-t-il affirmé, tout en évoquant au moins cinq cas confirmés, avec d'autres potentiellement à venir. Il a salué l'action du gouvernement, « qui a pris le taureau par les cornes » en mettant sur pied un comité, en exigeant des explications, et en prenant des mesures pour que le système soit désormais informatisé et qu'un responsable unique gère les inscriptions. Concernant les sanctions, il attend les conclusions de l'enquête, mais se veut ferme : « Une fois que le board aura connaissance du rapport, on décidera. Pour ma part, je serai sans pitié. » Et de conclure : « Ce n'est pas un simple employé qui a fait ça. On a gardé le même système que sous l'ancien régime, voilà le résultat. Tout doit désormais se faire dans la transparence. »



Notice - Departure of Pilgrims for Hadj

Airport Terminal Operations Ltd (ATOL) wishes to inform all passengers and the general public that special operational arrangements will be in place at SSR International Airport from 14 to 30 May 2025, to accommodate the departure of Hadj pilgrims.

During this period, dedicated facilitation measures will be implemented to ensure the smooth processing of both pilgrims and accompanying well-wishers at the airport. Accordingly, all passengers are advised to arrive at the airport at least three hours before their scheduled departure time to allow for a hassle-free check-in process.

Airport Terminal Operations Ltd reminds that Hawkers and Mobile Caravans are strictly prohibited from trading within the car park at SSR International Airport. Any contravener shall be liable to prosecution.

ATOL appreciates the understanding and cooperation of all stakeholders in ensuring a seamless experience for everyone.

Airport Terminal Operations Ltd extend its best wishes to all departing pilgrims for a safe and spiritually fulfilling Hadj.

Saisie de sa maison de Rs 9 millions : l'état se resserre autour de Renganaden Padayachy

Les fonds de la MIC détournés à des fins personnelles

Renganaden Padayachy est au cœur d'une tempête politico-financière d'une ampleur rare. L'homme, autrefois aux commandes des finances publiques, se retrouve aujourd'hui dans une situation judiciaire préoccupante, alors que la *Financial Crimes Commission* (FCC) poursuit son enquête sur une série de malversations présumées autour de la *Mauritius Investment Corporation* (MIC). Dernier rebondissement en date : une luxueuse maison, estimée à environ Rs 9 millions et située à Roches-Brunes, fait désormais l'objet d'un *attachment order*. Selon la FCC, il existe des motifs raisonnables de croire que la construction de cette demeure aurait été financée par des fonds détournés de la MIC.

L'ordre de saisie, émis par un juge en chambre, empêche ainsi toute vente ou tout transfert de cette propriété par l'ancien ministre. Il s'agit là d'une mesure conservatoire prévue par la loi, destinée à préserver un bien susceptible d'être confisqué ultérieurement par la justice. Loin d'être une simple formalité, cet ordre judiciaire marque un tournant significatif dans cette affaire, car il repose sur des éléments recueillis jusqu'à présent au cours de l'enquête et jugés suffisamment solides pour justifier une telle action judiciaire.

Renganaden Padayachy, qui clame toujours son innocence, est actuellement en liberté conditionnelle après avoir été arrêté à deux reprises. Le premier coup de filet est survenu le 9 avril dernier, dans le cadre de l'affaire *East Coast Hotel*, où la MIC est également citée pour des financements jugés suspects. Une semaine plus tard, l'*Anti-Money Laundering Unit* (AMLU) procédait à son arrestation dans un autre



dossier explosif : celui de *Menlo Park Limited*, une société qui aurait bénéficié de fonds publics dans des circonstances douteuses.

Au fil de l'enquête, la FCC semble mettre au jour un système complexe dans lequel des fonds publics auraient été mobilisés, voire détournés, au profit de certains acteurs économiques ou politiques, via des mécanismes d'investissement montés par la MIC. L'organisme, censé soutenir l'économie durant et après la crise sanitaire de la Covid-19, se retrouve aujourd'hui au centre d'une série d'allégations troublantes. Et l'ancien ministre Padayachy apparaît, selon les enquêteurs, comme un maillon central de ce dispositif.

Des révélations récentes, émanant notamment de personnalités ayant exercé de hautes fonctions, comme l'ancien gouverneur de la Banque de Maurice, Harvesh Seegolam, aggravent la situation de Padayachy. Ce dernier aurait, selon certains témoignages, exercé des pressions directes sur des

responsables pour accélérer ou approuver certaines demandes de financement auprès de la MIC. Ces affirmations, si elles venaient à être confirmées, pourraient constituer des preuves accablantes d'abus de pouvoir et de favoritisme.

La FCC, en s'appuyant sur ces éléments, a donc convaincu un juge en chambre de la nécessité d'un *attachment order*. Cette décision vise clairement à empêcher toute tentative de dissimulation ou de liquidation d'un bien qui pourrait avoir été acquis grâce à de l'argent illicite. En matière de lutte contre le blanchiment d'argent et les délits financiers, cette mesure est stratégique : elle permet aux autorités d'agir rapidement, sans attendre la fin du procès, pour geler les actifs susceptibles d'avoir été obtenus de manière frauduleuse.

Ce développement intervient dans un contexte politique déjà tendu. L'affaire Padayachy, bien qu'encore au stade de l'enquête, soulève de sérieuses questions sur les pratiques commises sous le

règne du MSM. Pour l'heure, l'ancien ministre garde le silence face aux accusations. Aucune déclaration publique n'a été faite depuis la mise sous scellés de sa propriété. Ses avocats, eux, évoquent une enquête encore en cours et rappellent que leur client bénéficie de la présomption d'innocence.

Mais dans l'opinion publique, la méfiance grandit, et les appels à la transparence se font de plus en plus insistants. De nombreuses voix, issues de la société civile comme du monde juridique, demandent désormais que toute la lumière soit faite sur la gestion de la MIC, les bénéficiaires réels de ses fonds, et les mécanismes de contrôle mis en place – ou défaillants – durant cette période critique de l'histoire économique du pays.

Le dossier est désormais entre les mains de la justice, qui devra établir les faits de manière impartiale. Mais le signal envoyé est clair : la lutte contre les crimes financiers, à Maurice, semble avoir franchi une étape décisive avec la nouvelle façon d'opérer de la FCC.

UP



Raz-de-Marée électoral

Malgré une abstention record et une opposition affaiblie, la victoire écrasante de l'Alliance du Changement aux élections municipales du 4 mai 2025 marque un tournant politique important. Ce résultat offre à la coalition une opportunité unique de reconstruire un dialogue citoyen, de réinventer la politique locale, et de prouver que cette victoire peut être plus qu'un triomphe électoral : un nouveau départ.

C'EST ÉCRIT

« Tous les indicateurs sont dans le rouge. L'ancien ministre des Finances, Renganaden Padayachy, a travaillé en comptable, pas en économiste. Il a fait des exercices de crédits et débits, mais sans vision. [...] En tant que patriote, il faut penser à ce que l'on peut faire pour le pays, pas seulement pour soi-même. Une fois que la situation économique se redressera, les choses s'amélioreront pour tous. Nous devons favoriser les politiques économiquement viables, même si elles ne sont pas politiquement populaires. Le Premier ministre saura faire les bons choix dans cette optique. »



Roshan Jhummun
L'Express
Samedi 10 mai 2025

A ÉTÉ DIT



« Malheureusement, le régime précédent a souvent nommé des individus dépourvus de compétences à la tête de ces entreprises (NDLR : institutions publiques). Ces dirigeants se sont contentés de gérer les affaires courantes sans envisager l'avenir. Une telle approche a conduit inévitablement à la dégradation des structures organisationnelles, phénomène désormais perceptible à travers l'ensemble du secteur public et, dans certains cas, du secteur privé, également affecté par le chantage politique. »

Megh Pillay
Le Défi
Samedi 10 mai 2025

DOWN

Scandales à répétition

Pas un jour ne passe sans que les scandales liés à l'ancien régime ne fassent la Une des médias et révèlent l'ampleur du dysfonctionnement institutionnel qui a gangrené l'appareil d'État pendant des années. Aujourd'hui, les retombées de ces dérives pèsent lourd et compliquent la tâche du gouvernement actuel, qui doit réparer, assainir et surtout convaincre qu'un vrai changement est en marche.



Photo du jour

ICTA : Rs 63,8 M en frais légaux, des noms qui font polémique

Un document parlementaire révèle que l'ICTA a versé Rs 63,8 millions à 48 avocats entre 2015 et 2024, dont plusieurs proches du MSM, soulevant des questions sur la répartition des contrats publics

N°	Nom du bénéficiaire	Nombre de paiements	Montant total (MUR)				
1	Satyawan Trilochun	26	Rs 22 178 086,00	24	Mooneswur Seetaram	4	Rs 125 682,00
2	Ribot Chambers Ltd	7	Rs 12 374 022,50	25	Hemant Ramlogun	1	Rs 125 000,00
3	Shamila Romila Sonah-Ori	42	Rs 7 618 380,00	26	Rishikesh Hurdoyal	2	Rs 125 000,00
4	Étude Lallah	4	Rs 6 322 324,50	27	C. Lukeeram	1	Rs 115 000,00
5	Matrix Chambers Ltd	1	Rs 2 744 306,00	28	Gavin Patrick Cyril Glover	1	Rs 115 000,00
6	Raouf Gulbul	17	Rs 2 045 975,00	29	Pratabsingh Bacorisen	1	Rs 115 000,00
7	Preetam Dhuncoowar Lallah	1	Rs 1 150 000,00	30	Vishnu Ramdoney	1	Rs 115 000,00
8	Eric Agostini & Associés	2	Rs 929 931,40	31	Avinash Sunassee	1	Rs 112 000,00
9	Ravi Yerrigadoo	5	Rs 912 500,00	32	Rishi Bhoozun	1	Rs 84 000,00
10	Bridgewater Solicitors	5	Rs 882 933,12	33	Sunil Ghooarah	1	Rs 84 000,00
11	Ravindra Chetty, SC	8	Rs 862 500,00	34	Devendra Kumar Jangl	1	Rs 82 783,00
12	Leeladharsingh Servansingh	10	Rs 746 300,00	35	Soobassgeer Ramdin	1	Rs 82 783,00
13	Roshan Rajroop	8	Rs 643 050,00	36	BLC Robert & Associates	1	Rs 77 625,00
14	Joydeep Beeharry	4	Rs 357 000,00	37	Jarab SK Heerah	1	Rs 73 043,00
15	ENSafrica Mauritius	1	Rs 348 000,00	38	Lindsay Rashid Luckhoo	3	Rs 65 000,00
16	Abdul Kader Ahmed Rajah	1	Rs 336 000,00	39	Christelle Sohan	1	Rs 56 000,00
17	Racheed Daureawoo	3	Rs 304 750,00	40	Soorekial Luchoomun	1	Rs 50 000,00
18	Rama Navin	4	Rs 266 490,00	41	Bhugaloo Bashir	1	Rs 48 696,00
19	Pravind Nathoo	2	Rs 252 000,00	42	Rasmi Camlah	1	Rs 23 529,00
20	Sanjay Bhuckory	1	Rs 224 000,00	43	Manikaran Doorgesh Kumar	1	Rs 20 000,00
21	Solicitor General	7	Rs 215 000,00	44	Shanawaz Ajam Jawaheer	3	Rs 17 500,00
22	Samad Golamaully	2	Rs 199 000,00	45	Zainool Abedeen Eddoo	3	Rs 17 000,00
23	S. Murday Athon	3	Rs 153 750,00	46	L.P. Boodhna	1	Rs 10 150,00
				47	Penisha Luchmee	1	Rs 14 609,00
				48	N. Ramasawmy	1	Rs 9 053,00
				Montant total : Rs 63 846 031,52			

Source tableau : Défimedia

WE'RE
HIRING
REPORTERS

- Qualifications in Journalism / Communication
- Strong organizational, communication and analytical skills
- Previous experience is an advantage

Send your CV and Application Letter to :
sundaytimes11@gmail.com

SUNDAY
TIMES

Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos, vidéos ou doléances.
Elles seront traitées en toute confidentialité et seront
publiées dans le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info 5 255 3635



SUNDAY
TIMES



Enquêtes de la FCC

Enter Ken Arian

Ce qui devait être un projet de rénovation touristique à Rodrigues se transforme en nouveau scandale financier. Le Premier ministre Navin Ramgoolam a révélé ce mardi, à l'Assemblée nationale, que les coûts de rénovation du *Cotton Bay Hotel*, à Pointe Coton, ont explosé pour atteindre plus d'un milliard de roupies, soit 58 % de plus que l'estimation initiale. Pis encore : des contrats ont été signés sans approbation préalable. « Nous nous retrouvons avec un projet qui devait coûter Rs 650 millions, mais qui devrait finalement coûter aux contribuables Rs 1 024 956 038, soit une augmentation d'environ 58 % », a déclaré le chef du gouvernement en réponse à une question du député Arvin Babajee.

L'hôtel, construit en 1991 et disposant de 60 chambres, devait bénéficier d'une rénovation complète, avec la construction de 32 chambres supplémentaires, ainsi que l'amélioration des espaces publics, des infrastructures techniques et du système de drainage. Le 15 mars 2023, le conseil d'administration de *Pointe Coton Resort Hotel Co. Ltd* approuve un budget de Rs 650 millions hors TVA. Pourtant, dès le mois de juin, les choses dérapent. « La lettre d'attribution du contrat a été signée, au nom de *Pointe Coton Resort Hotel Co. Ltd*, par Ken Arian, directeur, sans approbation préalable du conseil d'administration », a révélé le Premier ministre.

Le contrat, d'un montant de Rs 683,5 millions (hors TVA), est attribué à *Laxmanbhai and Co. (Mauritius) Ltd* le 12 juin 2023, avant même que le conseil ne donne son aval. Ce n'est que le 16 juin que le conseil valide cette décision, et le 18 septembre que la ratification officielle intervient – soit trois mois après la signature. Des travaux supplémentaires, chiffrés à Rs 28,3 millions, viennent ensuite alourdir la facture, portant le montant total du chantier à Rs 711,8 millions. À ce jour, Rs 650,7 millions ont déjà été versées à l'entrepreneur. Mais ce n'est pas tout. 28 fournisseurs ont obtenu des contrats pour l'achat de mobilier, d'équipements de cuisine et de buanderie, ainsi que pour l'installation d'une usine de dessalement. Montant total : Rs 86,3 millions, dont Rs 78,1 millions déjà décaissées. En parallèle, Rs 15,9 millions ont été versées à 22 prestataires de services (communication, formation, systèmes IT, assurances), et Rs 83,9 millions à 12 consultants, dont *Etwaro & Associates Ltd*.



« À ce jour, Rs 788 347 569, hors TVA, ont été versées à l'entrepreneur, aux prestataires de services et aux consultants », a précisé Navin Ramgoolam. Fustigeant la gestion du projet sous l'ancienne administration, le Premier ministre a dénoncé : « C'est un exemple typique de la manière dont les projets étaient menés sous l'ancien régime. » Et d'ajouter : « Compte tenu de ces faits particulièrement

troublants – notamment les irrégularités dans le processus d'attribution – l'affaire est désormais entre les mains de la Financial Crimes Commission pour enquête. »

Ce qui devait être un projet de relance pour le tourisme à Rodrigues s'est donc transformé en affaire d'État, exposant au grand jour de graves manquements en matière de gouvernance, de transparence et de gestion des fonds publics. Et comme l'a souligné le Premier ministre, ce énième scandale

commis sous l'ancien gouvernement MSM fait désormais l'objet d'une enquête de la FCC. Après Pravind Jugnauth et Renganaden Padayachy, ce sera bientôt au tour de Ken Arian d'être inquiété par cette instance, tout comme l'est Rajiv Servansingh, ancien directeur de la STC dans l'affaire ayant trait à l'allocation d'un contrat pétrolier de Rs 30 milliards à MMG.

Dérives et irrégularités

Il n'y a pas que l'ancien Premier ministre Pravind Jugnauth ou l'ex-ministre des Finances Renganaden Padayachy qui sont concernés par des enquêtes. Tout le réseau opérant sous le système mafieux du MSM est actuellement en train d'être démasqué. Un à un, ces personnages clés soupçonnés d'avoir abusé de leur position pour commettre des irrégularités sont convoqués à Réduit Triangle.

Le gouvernement promet de mettre de l'ordre et de sanctionner les fautifs. Pas dans un esprit de vengeance. Mais dans l'intérêt du pays. Car ceux ayant commis de tels crimes financiers contre le pays et les contribuables, résultant dans la précarité de l'état de notre économie, méritent de payer pour leurs fautes, si les allégations qui pèsent contre eux sont avérées.

Outre Sattar Hajee Abdoula (voir article plus loin), Ken Arian incarne l'archétype de ces personnages controversés qui ont prospéré dans les coulisses de l'ancien pouvoir. Son parcours, jalonné d'irrégularités et de zones d'ombre, mérite une analyse approfondie qui révèle les mécanismes d'un système mafieux où l'influence politique se convertit en avantages personnels considérables.

Ken Arian a eu une ascension fulgurante sous l'ancien régime. De *Senior Adviser* de Pravind Jugnauth, il s'est vu propulsé comme CEO d'*Airport Holdings Ltd*. Cette position lui conférait un pouvoir d'influence considérable sur Air Mauritius

qui était déjà fragilisée. Des témoignages faisaient état de pressions exercées pour imposer des décisions stratégiques controversées, notamment concernant l'acquisition d'appareils et le choix de certaines routes aériennes, aggravant ainsi la situation financière précaire d'Air Mauritius.

Le projet du *Cotton Bay Hotel* représente peut-être l'exemple le plus flagrant des dérives associées à Ken Arian (voir plus loin). Ce complexe hôtelier controversé à Rodrigues aurait bénéficié d'un traitement de faveur scandaleux, selon les révélations du Premier ministre, le Dr Navin Ramgoolam, à l'Assemblée nationale mardi.

Un autre aspect problématique relevé par la presse mauricienne concerne le cumul de fonctions et les conflits d'intérêts flagrants. En tant que conseiller spécial du Premier ministre tout en occupant simultanément des postes exécutifs dans des entreprises publiques, Ken Arian se trouvait dans une position où il pouvait influencer des décisions gouvernementales bénéficiant directement aux entités qu'il dirigeait.

L'implication de Ken Arian dans l'affaire de la lettre anonyme visant Ameenah Gurib-Fakim révèle des méthodes particulièrement troublantes. Une opération qui témoigne l'instrumentalisation des institutions à des fins partisans, pratique qui semble avoir été une constante dans le mode opératoire de Ken Arian et du MSM.

Rs 287,2 millions and counting

Le Jackpot pour Sattar Hajee Abdoula

En politique, certains silences pèsent plus lourd que des discours. Ce mardi 6 mai, à l'Assemblée nationale, Navin Ramgoolam a brisé l'omerta. Face aux députés, l'actuel Premier ministre a livré un réquisitoire sans précédent contre ce qu'il qualifie de « *relation incestueuse* » entre le secteur privé influent et les rouages de l'État sous le précédent régime dirigé par Pravind Jugnauth. Au cœur du cyclone : Sattar Hajee Abdoula, une figure incontournable de la finance et de l'insolvabilité à Maurice. Montant total perçu, directement ou via ses sociétés : Rs 287,2 millions entre 2015 et novembre 2024.

L'intervention du Premier ministre, en réponse à une question du député Roshan Jhummun, a eu l'effet d'un électrochoc. Alors que son prédécesseur avait soigneusement évité ce terrain miné, Navin Ramgoolam, lui, a assumé de s'y aventurer. Et il n'a pas fait dans la demi-mesure : noms, montants, fonctions, liens d'intérêts — tout a été mis à nu.

SBM Holdings : un mandat lucratif

Dès 2020, Sattar Hajee Abdoula prend les rênes du conseil d'administration de la *SBM Holdings Ltd*, l'un des plus grands groupes bancaires du pays. Pendant près de cinq ans, il y occupera également plusieurs fonctions stratégiques au sein des comités internes et des filiales du groupe. À lui seul, ce mandat lui a rapporté Rs 37,3 millions : Rs 16,6 millions en tant que président et membre de comités, et Rs 20,7 millions en tant qu'administrateur dans les filiales du groupe bancaire.

Mais cette présence n'était que la partie émergée de l'iceberg.

Insolvabilité : le nerf de la guerre

C'est dans le domaine des administrations et liquidations d'entreprise que les chiffres deviennent vertigineux. À travers *Grant Thornton (Advisory Services) Ltd*, société où il est Senior Director, Sattar Hajee Abdoula a été mandaté par la *MauBank* pour intervenir sur 13 entreprises entre 2015 et 2024. La nature des mandats — receiverships, liquidations, administrations — révèle une concentration étonnante des dossiers entre les mains d'une seule firme. Une situation que le Premier ministre n'a pas hésité à qualifier de « *clear case of conflict of interest, and possibly malpractice* ».



Après Pravind Jugnauth et Harvesh Seegolam, au tour de Sattar Hajee Abdoula d'être sous les feux des projecteurs

Détail des rémunérations perçues dans ce cadre :

Fonction	Nombre de sociétés	Montant perçu (Rs)
Receiver	7	10,9 millions
Joint Receiver	3	600 000
Liquidator	1	6 millions
Co-liquidator	-	2,3 millions
Administrator	-	1,9 million
Total	-	21,7 millions

Navin Ramgoolam dénonce : « *La main droite versant de l'argent à la main gauche de la même personne.* » L'image est forte, mais elle illustre ce qui apparaît comme un système parfaitement rodé, au détriment de toute séparation des rôles entre les intérêts privés et l'usage des fonds publics.

Air Mauritius : Rs 141 millions pour une mission « sous administration »

L'un des épisodes les plus significatifs — et controversés — concerne *Air Mauritius Ltd*, placée sous administration volontaire en avril 2020. *Grant Thornton*, encore elle, est désignée co-administratrice, et ce, jusqu'en septembre 2021. La facture ? Rs 141 millions pour cette mission. Une somme qui, selon plusieurs observateurs, interroge autant sur les prestations rendues que sur les mécanismes de sélection des intervenants.

L'affaire ne s'arrête pas là : pour la filiale *Airmate Ltd*, Rs 5 millions supplémentaires ont été versés

pour une mission d'administration similaire.

Autres fonctions, autres paiements

En 2017, Sattar Hajee Abdoula est nommé assesseur à la commission d'enquête sur la cession d'actions de BAI dans *Britam Holdings Ltd* (Kenya), mise en place par le gouvernement Jugnauth. Une mission rémunérée Rs 2,2 millions.

Enfin, selon les données compilées par le gouvernement, Rs 79,6 millions ont été versées par des entités publiques ou parapubliques à Grant Thornton Ltd et sa branche Advisory, incluant Rs 28 millions provenant uniquement du groupe SBM. Au total, ce sont donc près de Rs 287,2 millions qui auraient transité en faveur de Sattar Hajee Abdoula ou de ses firmes.

Vers une enquête approfondie

Navin Ramgoolam ne s'est pas contenté de dénoncer : il a également promis une enquête exhaustive sur les ramifications de ces transactions et sur les mécanismes de nomination ayant permis cette concentration de mandats. Selon lui, ces chiffres ne sont que la « *partie émergée de l'iceberg* ». « *Nous avons une obligation envers le pays, envers cette nouvelle génération.*

Les pratiques douteuses et les conflits d'intérêts ne resteront pas impunis », a conclu Navin Ramgoolam.

Un nom déjà cité dans les Pandora Papers

Ce n'est pas la première fois que le nom de Sattar Hajee Abdoula fait parler de lui dans des affaires financières sensibles. En 2021, il figurait dans les *Pandora Papers*, une vaste enquête internationale qui a révélé comment des personnalités puissantes utilisaient des sociétés offshore dans des paradis fiscaux pour dissimuler leur fortune ou échapper à l'impôt.

Selon ces révélations, Sattar Hajee Abdoula était lié à des compagnies enregistrées aux îles Vierges britanniques. L'un des noms mentionnés dans les documents était celui de *Regula Ltd*, une société créée par la Deutsche Bank, et soupçonnée par les autorités allemandes d'avoir facilité des opérations d'évasion fiscale. Ce lien avait déjà attiré l'attention à l'époque, d'autant plus que Hajee Abdoula est lui-même un acteur du secteur financier mauricien.

Aujourd'hui, le fait qu'une figure associée à une telle affaire ait obtenu près de Rs 300 millions en contrats publics soulève de nouvelles interrogations sur la transparence et les liens entre politique et affaires.

Verde Frontier Solutions

Une ascension financée par l'argent public ?

Fondée en 2015 par le couple Dirish et Venna Noonaram, Verde Frontier Solutions Ltd est aujourd'hui au centre d'une affaire aux ramifications multiples mêlant marchés publics, opérations financières d'envergure et soupçons de conflits d'intérêts. L'affaire a franchi un nouveau cap cette semaine au Parlement, lorsque le Premier ministre, Dr Navin Ramgoolam, a révélé l'ampleur des liens contractuels entre la compagnie et l'État.



« Selon les informations obtenues jusqu'à présent, 20 contrats ont été attribués par les ministères et organismes publics durant la période de 2015 à 2024 à Verde Frontier Solutions Ltd, pour une valeur contractuelle totale de Rs 50,6 millions », a déclaré le Premier ministre dans l'Hémicycle, interpellé lors de la séance parlementaire du mardi 6 mai par le député de Pamplemousses/Triolet, Kaviraj Rookny.

À ce chiffre s'ajoute un contrat distinct de Rs 17,9 millions octroyé par MauBank Holdings Ltd à un consortium incluant Verde Frontier, agissant comme conseiller transactionnel pour la cession des filiales de la banque. L'affaire fait l'objet d'une enquête officielle. « En raison du fait que des informations supplémentaires sont en cours de compilation, j'ai l'intention de faire une autre déclaration sur toute la saga Verde », a précisé le Premier ministre. « C'est désormais l'objet d'une enquête en cours et je m'abstiendrai donc d'en dire davantage à ce stade », a-t-il ajouté.

Le déclencheur de cette affaire retentissante demeure la participation de Verde Frontier Solutions en tant que Consultant Agent dans l'acquisition controversée d'Apavou Hotels Ltd. La transaction, estimée à 48 millions d'euros (près de Rs 2,4 milliards), fait l'objet de soupçons concernant une possible commission de Rs 300 millions que la société aurait touchée. Une offre initiale de Rs 2,1 milliards ayant été surenchérie, les autorités cherchent à établir les conditions exactes de l'opération.

Depuis le 24 février, la Financial Crimes Commission (FCC), en collaboration avec la Financial Services Commission (FSC), a lancé une enquête officielle. Parallèlement, la FSC a également initié une procédure réglementaire indépendante en vertu de l'article 44 de la Financial Services Act 2007 pour examiner la conformité de Verde Frontier Solutions en tant que conseiller en investissements, une licence obtenue le 10 août 2020.

La société, en moins d'une décennie, a su s'imposer dans des secteurs aussi variés que le conseil financier, la communication stratégique, ou encore les technologies numériques. Mais sa croissance fulgurante alimente aujourd'hui le scepticisme, d'autant plus que certains contrats auraient été accordés sans procédure d'appel d'offres. La proximité supposée entre Verde Frontier et l'ancien ministre des Finances Renganaden Padayachy est également pointée du doigt.

Parmi les institutions publiques ayant eu recours aux services de la société figurent :

- **La State Bank of Mauritius**, avec cinq contrats pour un montant total de Rs 1,788 million ;
- **La Financial Services Commission**, avec six contrats atteignant Rs 17,46 millions ;
- **La Banque de Maurice**, avec deux contrats totalisant Rs 15,5 millions ;
- **L'Economic Development Board**, avec deux contrats de Rs 9,6 millions et Rs 1,1 million ;
- **Le Central Electricity Board**, ainsi que plusieurs ministères, dont celui de l'Égalité du Genre et du Commerce.

Dans ce contexte de révélations successives, l'opinion publique, la presse et les parlementaires attendent désormais les suites de l'enquête et la déclaration complémentaire promise par le Premier ministre.

SIT

Face à une dette abyssale de Rs 1,6 milliard, l'ex-Waterpark ferme définitivement

Le Sugar Investment Trust (SIT) traverse une crise sans précédent, avec une dette abyssale de Rs 1,6 milliard. Cette situation, qualifiée de « catastrophique » par sa nouvelle directrice générale, Nishta Jooty-Needroo, a conduit à des décisions drastiques, notamment la fermeture définitive du parc aquatique Splash N Fun (anciennement Waterpark).

Lors d'un point presse tenu récemment, la CEO – en poste depuis quatre mois seulement – n'a pas mâché ses mots : « Une mauvaise gestion prolongée nous a mis dans une position financière extrêmement vulnérable. Les banques menacent de saisir nos actifs et l'organisation est techniquement insolvable. » Parmi les mesures prises pour endiguer cette descente aux enfers figure la mise à l'arrêt

définitive de l'ex-Waterpark, qui avait pourtant bénéficié d'un investissement de Rs 350 millions entre 2018 et 2019 pour sa rénovation. Cependant, aucun résultat tangible de ces travaux n'a pu être constaté, et des soupçons d'irrégularités planent sur certains achats effectués à l'époque.

Nishta Jooty-Needroo a toutefois rassuré les employés du parc : aucun licenciement n'est prévu, un redéploiement est envisagé au sein du SIT ou vers le ministère de l'Agro-industrie. Un état des lieux réalisé par la nouvelle direction révèle de nombreuses irrégularités, dont la vente à perte de terrains appartenant au SIT. Sur les 7 000 arpents possédés, 5 000 ont été cédés à des prix très inférieurs au marché, parfois à des personnes ayant des liens directs avec l'organisation.

Certains acheteurs n'auraient versé qu'un simple acompte pour réserver des parcelles qu'ils occupent toujours illégalement.

La situation est aggravée par une accumulation de dettes contractées pour des projets non aboutis, des loyers impayés par des locataires, ainsi que des contrats attribués sans appel d'offres ni encadrement légal, souvent à des tarifs bien au-dessus des normes du marché. Malgré une décennie de pertes financières, des dividendes ont continué à être versés grâce à de nouveaux emprunts, une pratique que la CEO juge non conforme à la légalité. Pour redresser la barre, un plan stratégique 2025-2030 a été mis en place en collaboration avec le ministère de l'Agro-industrie. Ce plan prévoit une restructuration en profondeur de l'organisation, le gel temporaire

de tous les projets, une refonte de la gouvernance et l'adoption d'un nouvel organigramme.

Parmi les actions prioritaires figurent la renégociation des dettes avec les banques, la récupération des sommes dues et des poursuites contre les bénéficiaires indus de terrains ou de contrats douteux. Une révision de la législation encadrant le SIT est également envisagée pour renforcer la transparence et assurer une meilleure représentation au sein du conseil d'administration. « Nous avons entamé un processus de réforme difficile, mais indispensable. La tâche est immense, et le redressement prendra du temps. Mais nous sommes déterminés à restaurer la crédibilité du SIT », a conclu Nishta Jooty-Needroo, tout en annonçant qu'une enquête a été sollicitée auprès de la Financial Crimes Commission.

Dr Abe Woo Sau Pinn : « Le CEMACS est disposé à accompagner Maurice dans la production de fruits de mer à haute valeur nutritive et économique »

Le Dr Abe Woo Sau Pinn, directeur adjoint du Centre for Marine and Coastal Studies (CEMACS) de l'Université Sains Malaysia (Penang), est actuellement présent à Maurice pour participer à un atelier organisé par le Global Ocean Observing System for Indian Ocean (IOGOOS), une organisation qui promeut l'océanographie opérationnelle dans l'océan Indien. Spécialiste de la biodiversité marine et de l'aquaculture durable, en particulier des holothuries (concombres de mer), il partage avec nous sa vision sur les défis et les opportunités liés à la préservation des écosystèmes marins et au développement d'une aquaculture durable sur l'île.

Pour le chercheur, Maurice, avec ses vastes plages, ses lagons et ses ressources marines, possède un potentiel économique considérable. Cependant, les effets du changement climatique – événements extrêmes, montée des eaux, risques pour les écosystèmes – menacent directement son développement. « Cette île est en pleine

croissance, mais elle doit anticiper les risques environnementaux », souligne-t-il. Parmi les solutions envisagées : le développement d'une aquaculture durable, capable à la fois de nourrir la population, de générer des revenus et de protéger l'environnement.

Le CEMACS propose d'accompagner Maurice dans la production de fruits de mer à haute valeur nutritive et économique, tels que les huîtres, les holothuries, les crabes et les algues. « Nous pouvons partager notre savoir-faire technologique et former les communautés côtières à des pratiques respectueuses de l'environnement », explique le Dr Abe Woo Sau Pinn. La Malaisie, qui a déjà mis en place des modèles réussis d'aquaculture écoresponsable, pourrait ainsi aider Maurice à développer une filière rentable, combinée à de l'éco-tourisme scientifique (k-eco-tourism).

Au-delà de l'aquaculture, le Dr Abe Woo Sau Pinn espère une collaboration renforcée entre les deux pays dans les domaines de la recherche, de l'éducation et du partage



technologique. « Nous sommes prêts à travailler main dans la main avec Maurice pour renforcer nos liens diplomatiques et scientifiques », affirme-t-il. Avec ses atouts naturels et son dynamisme économique, Maurice a toutes les cartes en main pour devenir un modèle de développement durable dans l'océan Indien, à condition de s'appuyer sur des partenariats solides et des innovations respectueuses de l'environnement.

Un nouveau pape pour l'Église

Léon XIV élu souverain pontife

Le cardinal Robert Francis Prevost a été élu pape le 8 mai 2025, devenant le 267^e successeur de saint Pierre sous le nom de Léon XIV. Originaire de Chicago, religieux de l'Ordre de Saint-Augustin et ancien missionnaire au Pérou, il est le premier pape originaire des États-Unis. Son élection rapide, en moins de 24 heures de



a aussi relevé : « À chaque moment de son histoire, l'Église a eu le pape qu'il lui fallait ».

De son côté, le Premier ministre, Dr Navin Ramgoolam, a chaleureusement salué l'élection du nouveau souverain pontife. « Nous accueillons avec une immense

joie et une profonde émotion l'élection de Sa Sainteté le Pape Léon XIV. Que son pontificat soit un souffle d'espérance pour l'Église et pour le monde ». Dans une lettre adressée à Léon XIV, il a fait mention d'un appel bienvenu à la fraternité, au dialogue et à la paix, en des temps marqués par l'incertitude et les conflits. « Nous sommes réconfortés par votre engagement à œuvrer pour une société mondiale plus équitable », écrit-il, soulignant également que le pape « représente le pont dont nous avons urgemment besoin pour conduire l'humanité vers un monde meilleur ».

conclave, traduit un large consensus parmi les cardinaux électeurs. À 69 ans, il succède au pape François, décédé le 21 avril dernier.

Cette élection de Léon XIV à la tête de l'Église catholique a aussitôt suscité une vague de réactions à travers le monde. De Donald Trump à Volodymyr Zelensky, en passant par Vladimir Poutine, Emmanuel Macron ou Ursula von der Leyen, nombreux sont les dirigeants à avoir salué cette élection historique. Tous ont exprimé leur espoir de voir ce nouveau pontificat favoriser la paix, le dialogue interreligieux et la justice sociale.

À Maurice, l'évêque de Port-Louis, Mgr Jean Michaël Durhône, a salué un homme « simple et en paix », enraciné dans une foi tournée vers les pauvres. « Ce nouveau pape a choisi de s'inscrire dans la continuité de Léon XIII », a-t-il déclaré, en référence au pape qui, au XIX^e siècle, avait porté un enseignement social fort. Mgr Durhône

Le pape Léon XIV a terminé sa première apparition publique jeudi en priant avec la foule un Ave Maria en italien, avant de donner sa bénédiction apostolique. Son pontificat s'ouvre dans un contexte mondial marqué par de nombreux défis, où les appels à la paix, à l'unité et à la solidarité résonnent plus que jamais.

SUAC

Préparatifs du Hajj et du Qurbani :

Appel à la vigilance et à la transparence

Dans un communiqué publié le vendredi 9 mai 2025, le Sunniy 'Ulamā & A'imma Council (SUAC) salue les préparatifs en cours pour le Hajj 2025, avec 1500 Mauriciens attendus, ainsi que pour le Qurbani à Maurice. Le SUAC se félicite de la fixation anticipée des prix et de l'importation précoce de bœufs, notamment en provenance du Kenya.

Cependant, il exprime son inquiétude concernant l'uniformité des prix appliqués aux bœufs sud-africains et kenyans, estimant que ceux importés du Kenya devraient être moins coûteux. Il appelle le ministère concerné à assurer un contrôle strict sur le terrain afin que les prix fixés soient respectés.

Le SUAC invite également les pèlerins à signaler tout abus ou manquement de la part des agents de voyage, et met en garde contre l'exploitation commerciale ou médiatique du Hajj, insistant sur la préservation de sa dimension spirituelle.

Hajj 2025

First Step in the Kaaba

Remember, the first foundation for the Kaaba was laid by Adam (A S). Ibrahim (A.S) along with his son Ismail (A.S), built it very much later. As long as only Allah was worshipped, the sanctity of the Kaaba remained. Then, slowly, later generations began to deviate from the true guidance, and started worshipping other gods along with Allah, to such an extent, that different tribes, brought their idols and housed them within the Kaaba. When this happened, the sanctity of the Kaaba was lost. It no more remained the House of Allah. It became empty of any meaning: a relic with a legend. It remained so, up to and until such time as the Messenger of Allah threw out all the idols which were housed inside the Kaaba, and it once more became the House of Allah.

Are you aware that a true believer's Heart is valued seventy times more by Allah than the Kaaba? He says: "If anything can contain Me, it is the Heart of my Believing Servant." It has been said, that if Allah glances at the Kaaba with His Mercy once in the day, He focuses the glance of His Mercy towards His believing servants' hearts seventy times in a day.

Imagine, Mankind was created to reflect the Attributes of the Creator. And what are we doing? We have filled our hearts with more gods than the pagan Arabs had filled the Kaaba with. The Messenger of Allah, not only rid the Kaaba of the Idols, he taught us how to get rid of the idols - that is the false god (*Taghut*) that have found their way into our hearts.

The Quran identifies five such false god whom people serve.

1. The Desire of self: Many people are of the opinion that their minds can indicate to them what is good for them and what is bad for them. But in reality, they follow is their self-desire. Allah condemns this criterion in very strong words: "Have you seen him who makes his desire as his god? And Allah sends him astray purposely, and sends up his hearing and his heart and sets on his sight a covering?"



2. The fortunes of life: Many people judge by the fortune of the world. People think that a religious group is right if the largest number follows it. Or people think that so and so persons are right because they are successful in business, profession etc. Another example, if a child is so sick that the doctors abandon hope. The parents appealed to a dead 'saint' for help. Miraculously, the child was cured, the parents think what they did was right. Judging on the basis of the fortunes of the world is considered as worshipping false god.

3. The tradition of ancestors: Many people sometimes use the criterion adopted by their forefathers and judge everything according to it and believe that all ancestors who had gone before them could not have been wrong. In this respect the Holy Quran says: "When it is said to them, 'Follow the commands that Allah has sent down' they reply, 'We will follow only what we found our forefathers practicing.' Well, will they go on following their forefathers even though they did not use common sense and did not find the right way?"

4. The customs of society: It requires indeed immense courage to think differently from the general opinion of society; individuals tend to be swept along with the thinking of the majority. "When in Rome, do as the Romans do." Is opposed by God in the Quran: "If you obey most of those on earth, they would mislead you from Allah's way. They follow nothing but guess-work and indulge in mere conjectures."

5. The Edicts of Scholars:

"They have made their scholars and monks as their Lords beside Allah..." Many Muslims blindly judge by the criterion of their religious scholars (i.e. the Imams, the Maulana, etc.) without cross-checking with the Quran, and the Prophet retorted: "Whatever their priest and scholars call permissible, they accept as permissible; whatever they declare as forbidden, they consider as forbidden, and thus they worship them."



By Bashir Nuckchady

And today, we Muslims, whom Allah in His Grace and Mercy favoured by sending a messenger to teach us what we did not know, have neglected these teaching.

The Holy Quran says: "Allah verily hath shown Grace to the believers by sending unto them a messenger, from amongst themselves, who recites unto them His revelations, and cleanses their hearts and teaches them the scriptures and wisdom; although before they were in flagrant error."

We have turned away and have landed into a situation where we have to face the question... "O mankind, what has made thee careless concerning your Lord the Most Generous?"

What is the remedy for this? How do we get back into the Grace of Allah? Break the idols whether of stone or of thoughts. Then ask Allah for His Forgiveness, and turn towards Him, He is the Forgiver, He is Merciful. Have we not noted how the Kaaba became a temple of Idols, and was again restored as the House of God? Was not Adam forgiven and Allah turned towards him in Mercy? Has not the time come to turn towards our Lord? This is Jihad.

Our first step in the Kaaba is the first towards demolishing the false god within us. It is here that our Jihad has begun...

La vie de Martin Lings (Abu Bakr Sirâjuddin)

Martin Lings, aussi connu sous le nom d'Abû Bakr Sirâj ad-Dîn, est né le 24 janvier 1909 à Burnage. Il est mort le 12 mai 2005 à Westerham. C'était un grand savant anglais qui a conquis le cœur des musulmans du monde entier avec sa biographie du Noble Muhammad (pssl), intitulée 'Muhammad, his life according to the earliest sources' et publiée en 1983. Ce livre best-seller a été traduit en pas moins de 100 langues différentes. L'auteur a même été récompensé pour son œuvre car il a fait un travail remarquable en restant fidèle aux sources authentiques et en écrivant dans un style narrateur d'une grande beauté; ce qui fait que quand on lit son chef-d'œuvre, on a l'impression de voir défiler devant soi la vie exceptionnelle qu'a menée le meilleur de toute la création.

Lings naît en 1909 à Burnage, dans le Lancashire, d'une famille protestante. Il est initié dès son jeune âge aux voyages, passant plusieurs périodes de son enfance aux États-Unis où travaillait son père. Il étudie au Clifton College, puis rejoint le Magdalen College à l'université d'Oxford. Il a pour professeur C.S Lewis qui deviendra un ami intime. Les études terminées, il se rend en Lituanie pour enseigner l'anglais médiéval à l'université de Kaunas. C'est là qu'il découvre les

écrits des métaphysiciens René Guénon et Frithjof Schuon, qui le marqueront profondément.

En 1938, il se rend à Bâle pour rencontrer Schuon, se convertit à l'Islam et devient son disciple. Avoir trouvé une voie spirituelle authentique et orthodoxe fut pour lui l'événement marquant de sa vie. Il restera jusqu'à la fin de ses jours un musulman pratiquant, soucieux de se conformer à la Sunnah du Noble Prophète (pssl).

En 1939, Lings se rend au Caire pour visiter un ami, assistant de René Guénon. Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale l'empêche de retourner en Lituanie, et il reste en Égypte. Un an plus tard, cet ami succombe à un accident de cheval et Lings reprend sa fonction auprès de Guénon. Durant une dizaine d'années, il enseigne la littérature anglaise à l'université du Caire, où il produit régulièrement des pièces de Shakespeare. Il apprend l'arabe et approfondit sa connaissance du soufisme. Il épouse Lesley Smalley en 1944, et le couple s'établit dans un village près des pyramides. Mais le déclenchement de la Révolution égyptienne de 1952 et l'escalade de la violence contre les Anglais les obligent à rentrer en Angleterre. De retour à Londres, il obtient un doctorat

ès lettres en langue arabe à la School of Oriental and African Studies. Sa thèse de doctorat sur le soufi algérien Sheikh Ahmad al-Alawi (R.A) devient un livre à succès. Il est nommé conservateur des manuscrits orientaux au British Museum puis à la British Library.

Son poste de conservateur des manuscrits orientaux au British Museum a certainement contribué à lui faire découvrir des textes anciens et uniques qu'il a bien voulu, à son tour, faire découvrir à un public plus large. Outre la célèbre biographie du Prophète (pssl), Martin Lings a écrit une quinzaine d'ouvrages et de nombreux articles dans la revue *Studies in Comparative Religion*. Établi dans le Kent, au sud de Londres, Lings continue à voyager pendant le restant de sa vie et accomplit chaque année le petit pèlerinage (Oumra) à La Mecque. Il meurt le 12 mai 2005 à l'âge de 96 ans.

Martin Lings ou Abu Bakr Sirâjuddin (R.A) était un homme profondément spirituel. Il a voulu mettre son talent d'écrivain au service de l'Islam et propager l'amour pour le Noble Prophète (pssl). Qu'Allah lui pardonne ses fautes et lui accorde une place de choix dans son Paradis, le Jannatul Firdaws. Aameen.

■ Abdus Saboor Mohamed Saleh

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

PSG-Inter en finale de Ligue des champions 2024-2025

Le Paris Saint-Germain et l'Inter Milan se disputeront le 31 mai prochain, à Munich, le titre de la Ligue des champions. Ce sera la deuxième finale de l'histoire du club français, la septième pour Lombards.

Le 31 mai prochain à Munich, le Paris Saint-Germain et l'Inter Milan s'affronteront en finale de la Ligue des champions.

Une affiche prestigieuse entre deux géants d'Europe aux trajectoires très différentes mais animés par une même quête : soulever le trophée aux grandes oreilles.

Pour le club de la capitale, ce sera seulement la deuxième finale de son histoire. La première, en 2020, s'était soldée par une défaite face au Bayern Munich. Cette fois, les Parisiens espèrent écrire une page enfin glorieuse de leur histoire européenne. Emmené par Luis Enrique et émancipé de figure star comme l'étaient Mbappé ou Neymar à l'époque, le PSG s'est hissé jusqu'à Munich en éliminant successivement Brest, Liverpool, Aston Villa puis Arsenal. Une ascension foudroyante, et inattendue. En face, l'Inter Milan vise un quatrième sacre continental. Vainqueur à trois reprises de la Coupe d'Europe — en 1964, 1965 et 2010 — le club lombard a également connu l'amertume de la défaite en finale, la dernière datant de 2023 contre Manchester City. Cette saison, après une phase de groupes solide, les Nerazzurri ont écarté le Feyenoord, puis ont fait tomber coup sur coup le Bayern Munich et le FC Barcelone. Une démonstration de roublardise.

Un parfum de déjà-vu franco-italien

Ce choc entre un club français et un club italien en finale n'est pas une première. Il faut remonter à 1993 pour en retrouver la trace : l'OM alors emmené par Basile Boli



et Didier Deschamps surprenait l'AC Milan pour offrir à la France sa première Ligue des champions. Depuis, plusieurs clubs français ont échoué sur la dernière marche : le Stade de Reims à deux reprises, Saint-Étienne, l'OM encore en 1991, Monaco en 2004 et le PSG en 2020. L'Inter, de son côté, appartient au cercle très fermé des clubs les plus titrés de la compétition. Trois fois couronné, trois fois finaliste malheureux, le club revient régulièrement sur le devant de la scène, comme en témoigne sa présence en finale il y a deux ans. Le palmarès parle en sa faveur, mais l'envie d'un PSG toujours en quête de son premier triomphe européen pourrait bien rééquilibrer les forces.

Un chemin semé d'embûches

Si le PSG a dû cravacher dès la phase de ligue pour se qualifier, l'Inter a profité de sa solidité précoce pour s'éviter une place de barragiste. Les Parisiens ont d'abord disposé de Brest, avant de créer la sensation contre Liverpool, puis de faire preuve de rigueur face à Aston Villa et Arsenal. Les Milanais, eux, ont débuté par une victoire maîtrisée contre Feyenoord, avant de se débarrasser du Bayern Munich et de résister au Barça au terme d'une demi-finale d'anthologie. La finale de Munich s'annonce comme une opposition de styles, d'histoires et de dynamiques. L'une des deux équipes inscrira son nom en lettres capitales dans la légende européenne. Le rendez-vous est pris.

Alexander-Arnold devrait jouer la Coupe du monde des clubs avec le Real Madrid

Le latéral de Liverpool Trent Alexander-Arnold, qui sera bientôt annoncé comme le nouveau joueur du Real Madrid, a accepté d'écourter ses vacances pour jouer la Coupe du monde des clubs avec 'Los Blancos', selon 'AS'.



Liverpool a annoncé lundi que Trent Alexander-Arnold avait informé le club qu'il ne renouvellerait pas son contrat et qu'il quitterait donc les Reds en tant qu'agent libre à la fin de la saison. Le latéral anglais a conclu un accord avec le Real Madrid et tout porte à croire que les 'Merengues' confirmeront sa signature dans les prochaines semaines, même s'il est possible que nous voyions Trent en blanc avant le début de la saison prochaine.

Les 'Blancos' disputeront la Coupe du monde des clubs du 15 juin au 15 juillet avant le début de la pré-saison et ont trouvé un accord avec le latéral anglais pour qu'il écourte ses vacances et dispute le prestigieux tournoi avec sa nouvelle équipe, comme le rapporte 'AS'. Pour ce faire, le club espagnol doit trouver un accord avec Liverpool. En plus de lui verser le salaire correspondant au mois de juin, ils devront payer une petite compensation au club anglais afin de le libérer avant la fin de son contrat le 30 juin.

Santiago Solari au Real pour le Mondial des clubs ? Son frère ouvre la porte

Esteban Solari, frère de Santiago Solari, a révélé sur ESPN que l'ancien entraîneur du Real Madrid serait prêt à diriger de nouveau le club merengue lors de la Coupe du monde des clubs, à condition qu'aucun successeur à Carlo Ancelotti n'ait été nommé d'ici là.



Santiago Solari pourrait bien effectuer un retour inattendu sur le banc du Real Madrid. Arrivé en octobre 2018 en tant qu'intérimaire après l'éviction de Julen Lopetegui, l'Argentin est aujourd'hui pressenti pour revenir - à nouveau dans un rôle d'intérim - afin de diriger les Merengues lors de la Coupe du monde des clubs. Une compétition à laquelle Carlo Ancelotti ne devrait pas participer. C'est son

frère Esteban, actuellement entraîneur de Godoy Cruz en Argentine, qui a évoqué cette hypothèse dans une interview accordée à ESPN. Sans rien confirmer, il a tout de même laissé entendre que Santiago serait prêt à répondre à l'appel du club madrilène si nécessaire :

«C'est une bonne question. Je sais qu'il a toujours été proche de Carlo Ancelotti, ils s'entendent très bien, mais le Real Madrid, c'est immense. Santi y est depuis de nombreuses années et il est toujours prêt à servir le club.» Selon Marca, le Real Madrid devrait annoncer officiellement le départ de Carlo Ancelotti à l'issue du Clásico face au Barça. Reste à savoir si son successeur sera nommé immédiatement.

«Seuls Florentino Pérez et Carlo Ancelotti le savent,» a érudé Esteban Solari avant de se voir taquiné par le journaliste d'ESPN : «Et le frère de Santiago Solari aussi, mais bon, je comprends.» La piste la plus sérieuse pour remplacer Ancelotti de manière définitive reste Xabi Alonso. Cependant, le technicien basque est encore lié au Bayer Leverkusen jusqu'au 30 juin, ce qui complique sa venue anticipée pour le Mondial des clubs programmé du 14 juin au 13 juillet, bien que Leverkusen soit disposé à libérer son manager. Même si le Real Madrid rêve de compter à cette occasion sur Xabi Alonso - voire sur un joueur comme Trent Alexander-Arnold -, la réalité contractuelle risque d'imposer un intérim. Et dans ce scénario, Santiago Solari reste plus que jamais une option crédible.

Premier League

Affrontement au sommet : Liverpool vs Arsenal ce dimanche à Anfield

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à Anfield (Liverpool) sera donné ce dimanche 11 mai 2025 à 19h30. Avant la rencontre, Liverpool est classé à la 1ère place du Championnat d'Angleterre et Arsenal à la 2ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 221 fois depuis 1905, le dernier match entre les deux formations s'est soldé par match nul le dimanche 27 octobre 2024 (Championnat d'Angleterre - 9e journée : 2-2).

Après sa défaite 3-1 face au Chelsea en Premier League, lors de sa précédente confrontation, Liverpool va essayer de réaliser une bien meilleure prestation. Lors du match précédent, Liverpool avait enregistré un taux de possession de balle de 65% et 11 tirs au but dont 2 cadrés. Du côté de Liverpool, les buteurs étaient Jarell Quansah (56' But contre son camp) et Virgil van Dijk (85'). En face, le Chelsea, a eu 17 tentatives de tir au but dont 7 cadrés. Enzo Fernández (3') et Cole Palmer (96') a marqué pour le Chelsea.

Liverpool n'a pas arrêté d'inscrire des buts, ayant mis la balle au fond des filets au cours de chacun de ses 6 derniers matchs. L'équipe est parvenue à récolter 12 buts durant cet intervalle et en a par ailleurs encaissé 8. Les dernières statistiques montrent que Liverpool:

- n'a pas réussi à décrocher la moindre victoire face à l'Arsenal au cours de leurs 5 derniers matchs de championnat.
- n'a pas perdu lors de ses 15 matchs précédents de championnat à domicile. L'équipe a vraiment été impenable.

Après avoir subi un échec lors de son dernier match face au Paris Saint-Germain en Champions League, l'Arsenal va essayer de réaliser une meilleure performance devant ses supporters qui ont fait le déplacement pour l'occasion. Lors de la rencontre précédente, l'Arsenal avait

enregistré un taux de possession de balle de 54% et 19 tirs au but dont 4 cadrés. Bukayo Saka (76') a été le seul à inscrire un but pour l'Arsenal. En face, le Paris Saint-Germain, a eu 11 tirs au but dont 6 cadrés. Fabián Ruiz (27') et Achraf Hakimi (72') a marqué pour le Paris Saint-Germain.

Les chiffres nous révèlent que a encaissé lors de 5 de ses 6 derniers duels, en ayant laissé ses adversaires marquer 7 buts en tout et pour tout. À l'arrière, l'Arsenal n'a pas été très efficace. Toutefois, cette règle pourrait ne pas être maintenue cette fois-ci. Avant ce match, les statistiques révèlent que l'Arsenal:

- n'a pas battu Liverpool lors des 11 derniers matchs de championnat en extérieur. Il n'y a pas de quoi être fier de ce bilan en déplacement.
- n'a pas essuyé de défaite face à Liverpool lors des 2 derniers duels de championnat disputés à l'extérieur.
- n'a essuyé aucune défaite au cours de ses 12 matchs précédents de championnat à l'extérieur. L'équipe a enregistré de belles performances en déplacement.

Si on analyse leurs confrontations passées, en remontant jusqu'au 09/10/2022, on se rend compte que Liverpool a gagné 1 fois lors de ces matchs, l'Arsenal a enregistré 2 succès et le nombre de nuls était de 3. En tout, ces adversaires ont réussi à inscrire

21 buts lors de ces duels, répartis comme suit : 10 au profit de Liverpool et 11 pour l'Arsenal. Cela représente une moyenne de 3.5 buts par match.

En championnat, le dernier duel qui opposait ces deux équipes a eu lieu lors de la 9ème journée de Premier League le 27/10/2024. À la fin du match, le marquoir affichait Arsenal 2-2 Liverpool. Lors de ce match, l'Arsenal affichait un taux de possession de balle de 45% et 9 tirs au but avec 3 cadrés. Les buts ont été inscrits par Bukayo Saka (9') et Mikel Merino (43'). En face, Liverpool avait enregistré 9 tentatives de tir au but avec 4 cadrés. Virgil van Dijk (18') et Mohamed Salah (81') ont inscrit des buts.

Le manager de Liverpool, Arne Slot, ne pourra pas faire jouer Tyler Morton et Joe Gomez. Pour ce match, il est fort probable que Liverpool opte pour un système de jeu en 4-2-3-1 et débute la rencontre avec Alisson, T. Alexander-Arnold, Jarell Quansah, Virgil Van Dijk, K. Tsimikas, Wataru Endo, Curtis Jones, Mohamed Salah, Harvey Elliott, Cody Gakpo et Diogo Jota.

Le manager de l'Arsenal, Mikel Arteta, ne dispose que de peu de ressources. Kai Havertz, Jorginho, Gabriel Magalhães, Takehiro Tomiyasu et Gabriel Jesus resteront sur le banc. Il y a de grandes chances que l'Arsenal décide d'entamer la rencontre avec une formation en 4-3-3 et commence la partie avec David Raya, Ben White, William Saliba, Jakub Kiwior, Myles Lewis-Skelly, Mikel Merino, Thomas Partey, Declan Rice, Bukayo Saka, Leandro Trossard et Gabriel Martinelli.

